

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## La Chine favorable au «retrait mutuel»

Voir article page 3

### Le retrait mutuel

**Q**UE le Vietnam se retire du Cambodge et que la Chine se retire du Vietnam, telle est l'aspiration qui se dégage de l'opinion publique internationale. C'est cette aspiration qui s'est trouvée exprimée, ces jours-ci, à l'ONU à travers la prise de position majoritaire en faveur d'un «retrait simultané».

Bien que la riposte chinoise contre les provocations vietnamiennes soit de nature entièrement différente de l'agression vietnamienne au Cambodge, l'idée de «retrait simultané» est raisonnable. Elle reflète le principe selon lequel un pays ne doit pas en occuper un autre par la force des armes. Et elle insiste sur le fait qu'un tel principe doit être appliqué par toutes les parties impliquées dans les conflits armés du Sud-Est asiatique.

Précisément, la Chine ne vise à aucun moment l'occupation du Vietnam, pas plus que le renversement de son gouvernement - ce que confirme amplement la tactique militaire chinoise sur le terrain. Pour cette raison, elle s'est déclarée prête à souscrire à la demande de retrait simultané par la voix de Deng Xiaoping lui-même.

Par contre, cette proposition qui reflète l'aspiration des peuples du monde a été catégoriquement rejetée par les dirigeants du Vietnam. Le journal *Nhan Dan* qui est leur organe officiel prenait vigoureusement à partie les partisans du retrait mutuel, allant jusqu'à les injurier.

De même, le représentant soviétique au Conseil de sécurité de l'ONU a brandi son veto contre cette proposition.

Comment expliquer pareille attitude? Le Vietnam et l'URSS seraient-ils touchés au point sensible? Oui, ils le sont. Pour les dirigeants de Hanoi, retirer les troupes d'occupation du Cambodge (et pourquoi pas du Laos également?) signifierait la chute du régime fantoche qu'ils ont installé à Phnom Penh, la perte du territoire cambodgien qu'ils viennent d'annexer et la ruine de leurs rêves expansionnistes de «Fédération indochinoise». Le coup ne serait pas moins rude pour les Soviétiques qui rêvent d'étendre, par Vietnamiens interposés, leur pénétration dans tout le Sud-Est asiatique.

En fait, la réaction des dirigeants vietnamiens face à l'exigence équitable d'un «retrait mutuel» ne fait que mettre en lumière leur nature expansionniste et agressive. C'est ce moment qu'a choisi Marchais pour les faire applaudir à la Mutualité. Voilà une singulière façon de défendre la paix!

Pierre MARCEAU

### «Des effectifs, pas des flics»

(Voir page 3)



Pour la quatrième fois, les CRS sont intervenus au centre de tri de Trappes, bloqué par les grévistes depuis le 20 février.

## Grève dans les centres de tri de la région parisienne

### Elections en Espagne

## Premiers résultats

Les résultats des votes ne sont pas définitifs, ainsi à Madrid, à 6 h du matin, vendredi 2 mars, seuls 13 % des suffrages ont été dépouillés. Les résultats ci-dessous sont les chiffres du ministère de l'Intérieur, ils sont provisoires, mais fort probables.

Les quelques résultats partiels sur l'ORT nous révèlent qu'en Pays Basque, en Navarre, l'UNAI (ORT) aurait obtenu de bons scores. Ibarra, principal dirigeant du Syndicat unitaire et membre du Comité central de l'ORT aurait obtenu 4 % des voix. De même, dans la région de Murcie (le Levant) et de Badajoz.

A Madrid, seuls 13 % des suffrages avaient été dépouil-

lés qui donnaient 2 % des voix à l'ORT.

L'Union du centre démocratique, parti au pouvoir actuellement, a obtenu 170 sièges, avec 34,6 % des voix. Le PSOE a obtenu 116 sièges avec 29,8 % des voix. Le PCE a obtenu 25 sièges avec 17,8 % des voix. Le Centre démocratique (extrême-droite) a obtenu 8 sièges avec 5,5 % des voix. Le Parti national de Catalogne a obtenu 10 sièges. Le Parti socialiste d'Andalousie a obtenu 5 sièges. Le Parti national basque a obtenu 8 sièges.

Il y aurait environ 31 % d'abstentions.

Par rapport aux élections du 15 juin 1977, qui ont été les premières élections législatives

après 40 ans de fascisme, on peut dire que :

L'UCD a augmenté : il a obtenu plus de sièges, mais sans pour autant avoir plus de voix en pourcentage.

Le PSOE a baissé : il a perdu 5 sièges, il a perdu aussi 3 % des voix.

Le PCE gagne 5 sièges, mais ne gagne pas pour autant en voix.

Le Centre démocratique (extrême-droite) chute de manière assez conséquente.

L'Union nationale Galaxie, groupe fasciste qui a été à l'origine du coup d'Etat en décembre dernier, peu après le vote de la Constitution, a un député. Il faut remarquer également

que la proportion de l'audience des indépendantistes d'Andalousie a augmenté.

Le Parti national basque a perdu un siège au profit d'un parti, Herri Batasuna, qui lui, a obtenu trois sièges et au profit d'un autre, le parti indépendantiste des Canaries, parti proche de l'ETA, a obtenu un député.

L'UCD n'a pas la majorité absolue, il lui manque, semble-t-il six sièges pour obtenir cette majorité absolue.

Plusieurs solutions lui sont possibles : soit il gouverne tout seul ; soit il forme une coalition avec le PSOE ; soit il forme une coalition avec le centre démocratique.

«Petit Vietnam» contre «grande Chine» ?

# «Petit Vietnam» a un protecteur de taille !

« Comment le Vietnam — 50 millions d'habitants, une armée de 620 000 hommes — serait-il à l'origine de l'actuel conflit avec la Chine — 900 millions d'habitants, une armée de 4 millions d'hommes » ? : cette réflexion est en effet tellement simple, tellement logique qu'elle traverse l'esprit de beaucoup de gens. Et pourtant...

Hormis le fait que la taille d'un pays importe peu dans le choix de sa politique, n'est-il pas un peu rapide de présenter le Vietnam comme un petit pays isolé, aux intentions pacifiques comme le fait l'Humanité ?

Car enfin, à moins de se fermer les yeux et les oreilles,

la présence militaire permanente de 120 000 hommes de troupe vietnamiens au Cambodge et de 50 000 autres au Laos est un fait indéniable qui prouve assez les ambitions hégémonistes du Vietnam sur les pays de la région.

En outre, qu'ils s'agisse de l'occupation militaire de

ces deux pays ou des provocations armées contre la Chine, n'est-il pas significatif de constater que ces actes sont allés grandissants par leur nombre et leur ampleur au fur et à mesure que grandissait l'emprise du Kremlin sur Hanoï.

## DE VIEUX PROBLÈMES EXACÉRÉS

Des litiges sur des questions frontalières, ça ne manque pas entre pays du tiers monde dont les frontières récentes sont sujettes à discussion. Et des litiges de ce genre, il y en avait bien sûr entre le Vietnam et la Chine. Par exemple, le Vietnam du Sud a occupé les Iles Paracels, qui appartiennent à la Chine jusqu'en 1974. Il y a aussi d'autres litiges plus mineurs à la frontière entre le nord du Vietnam et la Chine, et qui remontent à des dizaines d'années.

Alors, pourquoi a-t-il fallu attendre ces deux dernières années pour que ces litiges dégénèrent en provocations armées vietnamiennes débouchant aujourd'hui sur un conflit ?

Le fait est que, justement, pendant ces deux dernières années, les dirigeants vietnamiens ont complètement basculé dans l'orbite soviétique.



Le Vietnam disposait déjà d'une des armées les mieux entraînées et équipées : ainsi les nombreux chars de combat comme ce T54 photographié dans les rues de Saigon. Avec le pont aérien en provenance d'URSS sa puissance militaire agressive sera encore renforcée.

Et il n'y a pas que les problèmes frontaliers qui ont dégénéré. Rappelons l'expulsion en 1978 de plus de 160 000 ressortissants d'origine chinoise du Vietnam.

Pendant des générations, ces familles chinoises avaient habité le Vietnam, participant à la lutte du peuple vietnamien pour sa libération ; il y avait bien de temps en temps quelques problèmes de nationalité, de droits s'y rapportant, mais rien d'impossible à résoudre par la discussion.

Alors, pourquoi justement ces deux dernières années, la situation est-elle devenue à ce point intolérable pour la communauté chinoise qu'elle a préféré s'enfuir du pays, gagner la Chine ou d'autres pays étrangers ?

Pourquoi les accords signés il y a une vingtaine d'années entre le Parti com-

muniste chinois et le Parti des travailleurs du Vietnam sur la question des ressortissants chinois sont-ils aujourd'hui remis en cause par le Vietnam ? Pourquoi les deux côtés n'arrivent-ils pas à régler les problèmes — réels mais non insolubles — par des négociations ?

## UNE POLITIQUE DE DÉPENDANCE

Hanoï, repris par l'Humanité déclare que la Chine a envenimé tous ces problèmes parce qu'elle ne veut pas accepter un Vietnam menant une politique d'indépendance et qu'elle veut le dominer. Mais est-ce qu'en envahir deux pays voisins (le Laos et le Cambodge), c'est appliquer une politique d'indépendance ?

Et surtout, est-ce que décider d'entrer dans le Come-

con, l'organisation économique dominée par Moscou, signer un traité de nature militaire avec l'URSS, mettre les anciennes bases aériennes de Da Nang et Dalat (qui servaient autrefois aux Américains) à la disposition des bombardiers lourds soviétiques, laisser l'armée soviétique installer des bases de missiles près de Camranh et diriger des rampes de lancement contre la Chine, est-ce qu'une telle politique est celle d'un pays qui veut préserver son indépendance ?

Non, ce n'est pas à un Vietnam, petit, isolé pacifique, que les peuples et pays de la région ont à faire, mais à un Vietnam secondé et utilisé par Moscou, Moscou qui aime tant jeter de l'huile sur le feu entre deux pays, pour en tirer profit...

Claude LIRIA

## Italie

### Course au pouvoir

AUCUN gouvernement n'a toujours été formé en Italie ou le premier ministre désigné, le dirigeant du petit parti républicain, poursuit ses consultations entre les partis. Le PCI a rendu public ses propositions. Il s'agirait de constituer un gouvernement entre le PCI, les socialistes et les républicains, et éventuellement, le petit parti social-démocrate... D'après Berlinguer, la démocratie-chrétienne, qui est au pouvoir depuis 25 ans, devrait soutenir ce gouvernement mais sans y participer. La démocratie-chrétienne, quant à elle, a fait une proposition exactement inverse par rapport au PCI.

Un seul point d'accord entre les deux principaux partis italiens : ils sont tous les deux d'accord sur le fait que, de toute façon, celui qui ne sera pas au gouvernement devra soutenir la politique de celui qui y sera. Il ne s'agit donc plus que d'une lutte d'appareils pour le pouvoir. De toute façon, la politique d'austérité sera maintenue. Ils l'ont élaborée ensemble.

## Ouganda

### Le régime d'Amin Dada se porte mal

LE conflit qui oppose depuis plusieurs mois l'Ouganda et la Tanzanie semble sur le point de prendre fin avec l'écroulement du régime d'Amin Dada. C'est en octobre dernier que les forces armées ougandaises avaient envahi une partie de la Tanzanie, fortes qu'elles se sentaient d'un important soutien militaire que leur fournissaient l'URSS et la Libye. La contre-attaque tanzanienne a dans un premier temps repoussé cette invasion puis s'est portée en territoire ougandais afin que de tels incidents ne se reproduisent plus à l'avenir. La Tanzanie avait en cela le soutien tacite de la quasi-totalité des pays d'Afrique noire. Il semble que cette contre-attaque tanzanienne ait été l'étincelle qui ait fait exploser le baril de poudre sur lequel reposait le régime d'Amin Dada. A part une intervention massive étrangère (soviétique ?), on voit mal ce qui pourrait encore le sauver. Une telle intervention étrangère susciterait cependant une réprobation unanime en Afrique.

## Roumanie

### Prête aux échanges avec la CEE

P OUR la première fois, un pays membre du Comecon (l'organisation économique d'Europe de l'Est dominée par Moscou), la Roumanie, a ouvert à Bruxelles une négociation commerciale destinée à développer et à diversifier ses échanges de produits industriels avec les neuf pays membres du Marché commun, reconnaissant ainsi officiellement l'existence de la Communauté européenne.

Cette décision de la Roumanie ne doit pas beaucoup plaire à Moscou qui, jusqu'à présent, voulait que les pays membres du Comecon ne traitent pas directement avec le Marché commun européen mais passent par l'intermédiaire du Comecon.

## A propos du conflit sino-vietnamien

Soutien du Comité Central du PCML au Parti Communiste de Chine

### «La voie de la fermeté»

Au président Hua Guofeng,  
Au vice-président Ye Jianying,  
Au vice-président Deng Xiaoping,  
Au Comité central du Parti communiste chinois,

Chers camarades,

Depuis de nombreux mois, le Vietnam poursuit en Asie du Sud-Est une politique de tension et de guerre en vue de satisfaire ses ambitions hégémonistes dans la région.

Il a attaqué à plusieurs reprises le territoire du Kampuchea démocratique, Etat souverain et indépendant, avant de l'investir au moyen de plus de 120 000 hommes de troupe, appuyés de blindés et de l'aviation. Il continue d'occuper militairement la capitale et les principales villes du Kampuchea. Il s'efforce d'y établir une administration fantoche pour réaliser par la force son vieux rêve de « fédération indo-chinoise » placée sous sa domination.

La République populaire de Chine et le peuple chinois ont apporté au Vietnam une aide généreuse et désintéressée, au cours de sa guerre de libération anti-américaine. Aujourd'hui les autorités vietnamiennes multiplient à leur égard les actes d'hostilité et les provocations armées.

Au cours de l'été dernier, elles ont massivement persécuté et expulsé les ressortissants d'origine chinoise au Vietnam, dont beaucoup avaient pris une part active à la guerre de libération anti-américaine.

Depuis, les autorités vietnamiennes ont multiplié les provocations à la frontière chinoise. Elles ont

mitraillé les paysans et les pêcheurs vaquant à leurs occupations quotidiennes, bombardé des écoles et des hôpitaux, tué ou blessé plus de 300 Chinois au cours de 700 incidents créés à la frontière, en territoire chinois.

Si le Vietnam se montre aussi arrogant, c'est bien sûr, qu'il se sent fort de l'appui de l'URSS à laquelle il s'est inféodé et qui est aujourd'hui le premier fauteur de guerre dans le monde.

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (France) vous exprime sa pleine solidarité dans la situation actuelle. Il salue la grande patience dont a fait preuve la République populaire de Chine et soutient sa ferme contre-attaque, limitée dans l'espace et dans le temps, pour contraindre le Vietnam à cesser ses provocations armées et l'obliger à négocier pour que la paix revienne durablement à la frontière sino-vietnamienne.

Il réaffirme sa confiance et son soutien à la juste ligne du Parti communiste chinois qui a toujours agi contre les fauteurs de guerre impérialistes. En ripostant nettement aux provocations des Vietnamiens et de leurs maîtres soviétiques, la République populaire de Chine démontre de manière éclatante que, face au chantage, aux pressions et aux agressions des fauteurs de guerre impérialistes et, en tout premier lieu du social-impérialisme soviétique, la voie de la fermeté est la seule qui puisse s'opposer à leurs projets agressifs. Elle apporte ainsi une contribution précieuse à la lutte contre la menace d'une troisième guerre mondiale que fait peser l'Union soviétique.

Le comité central du PCML

# DANS L'ACTUALITE

## Marchais à la Mutualité

# Un discours inconditionnel

### Il fait applaudir l'URSS

**U**N discours bien inquiétant, jeudi soir, à la Mutualité devant le public rassemblé pour écouter Georges Marchais. Premier meeting international du PCF depuis très longtemps, ce fut l'occasion pour la direction du PCF de marquer de la manière la plus dure et la plus brutale le retour à un pro-soviétisme auquel nous n'étions plus habitués.

Sans vouloir reprendre point par point les arguments développés, il faut souligner que tout le discours convergait vers un seul but : légitimer par avance toutes les entreprises impérialistes de l'Union soviétique épaulée par ses acolytes.

#### HABITUER LES GENS A L'AGRESSION

L'agression et l'occupation du Cambodge par le Vietnam, que seuls les pro-soviétiques les plus acharnés continuent de nier, Marchais l'a présenté comme « la riposte du Vietnam à une agression qu'il n'avait nullement provoquée ». Voilà comment les dirigeants d'un parti qui se présente comme communiste, tentent d'habituer leurs militants à accepter sans broncher les actes d'agression les plus flagrants.

#### JUSTIFIER L'AGRESSION DU CAMBODGE

Et comme c'est quand même un peu gros, on vous dit d'abord que le renversement du gouvernement légal du Cambodge est l'œuvre des Cambodgiens révoltés et on ajoute : « Nous ne le couchons pas, nous nous réjouissons de la chute de cette dictature sanglante ». Voilà comment se trouvent justifiées toutes les interven-

tions soviétiques, secondées par Cuba ou le Vietnam : à quand l'occupation de l'Europe occidentale par des

chats russes pour « aider » les peuples d'Europe à renverser leurs bourgeoisies ?

#### TREMBLEZ DEVANT MOSCOU

Autre argument, bien inquiétant, lui-aussi : l'insistance sur la puissance, non seulement économique mais surtout militaire de l'Union

soviétique. Tremblez, bourgeois, devant la puissance de feu de l'Union soviétique sinon vous serez écrasés, voilà ce que Marchais a dit sur un ton menaçant : « D'autre part, tout en ne cessant de renouveler leurs propositions en faveur de la détente internationale et du désarmement, l'Union soviétique et les autres pays socialistes veillent à se donner les moyens nécessaires pour assurer leur défense nationale.

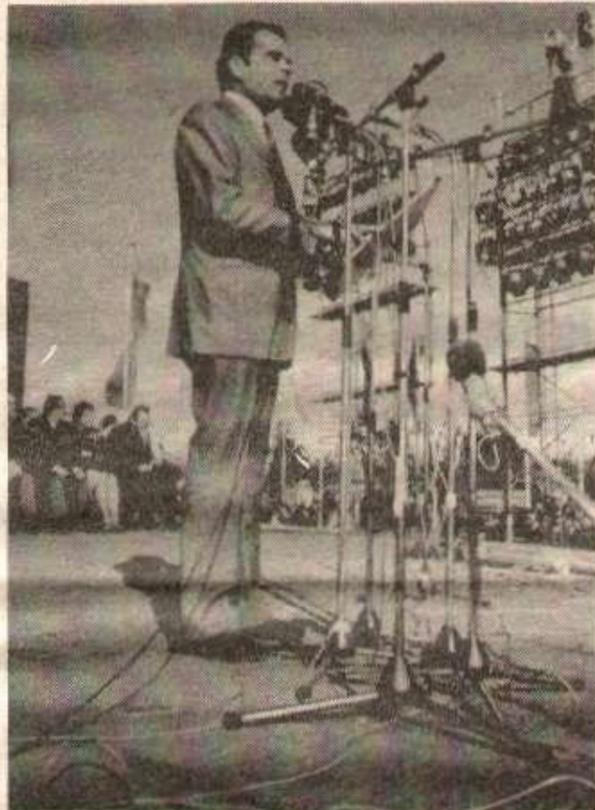
En fait de défense nationale, cela signifie en clair : laissez donc Moscou envahir ou mener la subversion où bon lui semble, sinon ça vous en coûtera.

Oubliez l'occupation militaire de toute l'Europe de l'Est, oubliez l'intervention cubaine en Angola, oubliez la subversion russe au Zaïre, oubliez l'intervention militaire soviéto-cubaine en Ethiopie, oubliez le peuple érythréen massacré, oubliez le coup d'Etat pro-soviétique en Afghanistan, mieux vaut tout oublier, l'URSS est trop forte : voilà ce que nous conseille Marchais.

#### LA CHINE N'A PAS PEUR

Mais, malheureusement pour les projets de domination mondiale de Moscou, malheureusement pour vous, Georges Marchais, la Chine, elle, ne tremble pas. Elle ne veut pas oublier que l'URSS est une superpuissance agressive, responsable de tant de méfaits déjà. Elle ose se dresser contre les forces de guerre, et c'est cela qui explique votre hargne...

Claude LIRIA



A l'heure où les sidérurgistes et bien d'autres travailleurs défendent pied à pied leur emploi, à quoi se consacre Marchais ? A dénoncer le grand capital, le gouvernement Giscard-Barre ? Pas du tout, notre léon consacre ses efforts à pourfendre l'Europe et à louer l'URSS

## Centres de tri de la région parisienne

# Des effectifs, pas des flics

**L**A grève s'étend dans les centres de tri postaux de la région parisienne. Quatre centres sont déjà en grève et de nombreuses assemblées générales sont réunies dans les autres pour décider du mouvement. A l'origine de la colère des postiers parisiens, on trouve les mauvaises conditions de travail et la répression.

#### TRAPPES : LE DETONATEUR

En effet, le détonateur a été le centre de tri de Trappes dans les Yvelines : c'est parce qu'un des agents du centre a refusé de changer de poste pour la sixième fois dans la même nuit, pour suppléer au manque de personnel, et qu'il était menacé de sanctions, que les travailleurs du centre de Trappes ont arrêté le travail le 20 février.

Depuis cette date, le courrier est bloqué dans tout le département des Yvelines et la grève s'étend. En particulier à Evry et à Créteil où la grève a démarré dans la nuit du 27 au 28 février.

Les postiers se battent contre la répression mais aussi pour des améliorations des conditions de travail, c'est pourquoi les syndicats CFDT et CGT réclament l'embauche à Trappes de 135 agents supplémentaires. Il y a plus de 60 % de grévistes. Pour la quatrième fois depuis le démarrage de la grève, les CRS sont intervenus dans le centre de tri le 1er mars au matin pour débloquent les sacs postaux et faire rétablir la distribution du courrier. En effet, les patrons des Yvelines menacent de mettre certains de leurs personnels en chômage technique si la situation continue. Et un centre de tri parallèle à Villier-Saint-Frédéric, près de Neauphle-le-Château.

#### LES GARDES-MOBILES A EVRY

Dans la nuit du 1er au 2 mars, dans le centre d'Evry où il y avait près de 50 % de grévistes et un picket de grève très fort qui empêchait tout courrier de passer, trois-cents gardes-mobiles sont venus à 3 heures du matin occuper le centre. La réaction a été immédiate et le personnel se mettait à 100 % en grève, y compris une partie du personnel d'encadrement.

Ce sont des chefs de la direction locale et départementale, avec les flics, qui

sont venus remplir quelques sacs. A peine 40 % du courrier sont arrivés à Corbeil. Au matin du 2 mars, la situation est toujours identique : les grévistes devant la porte et dans les locaux syndicaux et les CRS dans le centre.

#### LA GREVE S'ETEND

D'autres centres sont aussi en grève : Issy-les-Moulineaux, Pontoise et Bobigny et, dans les autres, des assemblées générales ont lieu au matin du 2 pour décider de l'action. A Paris-Brune, depuis plusieurs jours, des tonnes de sacs pour Trappes sont entreposées au transbordement et les proposés de la brigade B, avec leur section CFDT, se sont opposés, jeudi 1er, au chargement des sacs sur des camions pour les acheminer dans le centre parallèle. Le matin du 2, une assemblée générale du personnel est convoquée. A Melun, à Nanterre, dans les bureaux-gares, à Paris-Chèques, à Paris-Nord, des assemblées générales ont lieu ou vont avoir lieu aussi pour décider la grève.

#### L'APPEL DES SYNDICATS

La CGT et la CFDT ont lancé un appel à l'extension de la grève dans la région parisienne avec une plate-forme de revendications plus globales : réduction d'horaire (35 heures pour les équipes de jour et 30 h pour la nuit); augmentation des effectifs et une prime vie chère de 500 F (les salaires dans les centres tournent entre 2 200 F et 2 400 F).

En réalité, le mécontentement couve dans les centres de tri depuis des mois car les conditions de travail y sont redoublées de plus en plus dures avec la modernisation. Le travail est très monotone et pénible et, pour rentabiliser, l'administration augmente sans arrêt la quantité de courrier qui passe entre les mains de chaque agent : 14 000 sacs quotidiennement à Trappes et 1 200 lettres à Evry à l'heure pour chaque agent.

C'est ce qui explique les nombreux conflits qui ont éclaté dans les CTA (Centres de tri automatique) depuis l'automne : Pontoise, Créteil, Montparnasse — pour ne parler que des plus longs sur Paris —, Bordeaux et Limoges en province... Nous avons déjà longuement parlé de ces luttes et en particulier de la victoire des travailleurs de Pontoise qui avaient obtenu le nombre de création de postes qu'ils réclamaient.

## Retrait mutuel

# La Chine l'accepte, Hanoï et Moscou refusent !

**A**LORS que des combats se poursuivent semble-t-il, dans la seule région de Long Son, le vice-premier ministre chinois Li Xiannian (Li Hsien Nien) a fait une déclaration jeudi au correspondant de l'agence France presse.

Les forces chinoises pourraient d'après lui se retirer prochainement des régions frontalières du Vietnam sous la condition qu'Hanoï mette un terme définitif à ses provocations armées à la frontière. Les forces chinoises, a-t-il également déclaré, ont infligé « des coups décisifs » à certaines des « forces principales » de l'armée vietnamienne.

Il se confirme d'ailleurs qu'Hanoï ait dû rapatrier les divisions (60 000 hommes) de ses forces d'occupation à l'étranger, trois du Cambodge et autant du Laos.

A l'ONU, la situation est toujours bloquée par le veto vietnamite à la proposition un retrait simultané : le

Vietnam refuse en effet de retirer ses troupes du Cambodge car cela signifierait inmanquablement l'effondrement du régime fantoche qu'il a mis sur pied. Les Chinois, eux, et leur retrait devrait le confirmer bientôt, peuvent se retirer du Vietnam sans aucun problème. Ils ont d'ailleurs toujours dit qu'ils le feraient et que cette opération était de nature limitée.

Cette différence illustre clairement la différence de nature entre ces deux interventions militaires. L'une accomplie dans le but d'occuper et de soumettre un pays par le biais d'un pantin, et condamnée à s'y enliser indéfiniment, l'autre dans le but de garantir ses frontières, réalisée certes

avec une grande fermeté, mais par son essence même limitée dans le temps.

Il apparaît donc de plus en plus évident que, malgré toute la pression internationale, les troupes chinoises seront depuis longtemps rentrées chez elles, que les Vietnamiens occuperont toujours le Cambodge. Cette situation ne devrait pas

manquer de mettre Hanoï et Moscou dans une position embarrassante. Déjà, certains se sont étonnés du peu de soutien qu'avait reçu le Vietnam sur le plan diplomatique (à l'exception bien sûr du bloc soviétique). Il n'est que trop évident que ce soutien n'ira pas croissant.

Serge FOREST



# La grosse artillerie parlementaire

Grandes manoeuvres dans le dos des sidérurgistes

**L**ES manoeuvres pour attirer les sidérurgistes hors du terrain de la lutte viennent de franchir une nouvelle étape : la demande, commune aux partis de gauche et au RPR, d'une session extraordinaire du Parlement sur l'emploi. C'est une manoeuvre de plus, dans le prolongement d'autres qui ont mis en échec la détermination et la fermeté des sidérurgistes. Ceux-ci restent sourds aussi bien aux promesses creuses qu'aux appels au calme et à la dignité.

A l'annonce des licenciements dans la sidérurgie avait répondu du tac au tac l'occupation massive des services centraux d'Usinor à Trith-St-Léger (entre Denain et Valenciennes) malheureusement interrompue après quelques jours. Avaient suivi quelques puissantes manifestations, comme celle du 22 décembre où 35 000 personnes avaient parcouru Denain qui compte moins de 30 000 habitants, ou celle de Metz de plus de 40 000 dont plusieurs milliers refusant le défilé dans « le calme et la dignité », étaient allés manifester devant la préfecture.

Puis ce furent les nœuds ferroviaires ou routes bloqués, les gares ou les chambres patronales occupées et directeurs séquestrés, comités d'entreprises empêchés : de multiples actions de ce type marquaient le début de l'année 1979, répondaient au leurre des promesses creuses de créations d'emplois présentées par Barre. Et les travailleurs n'hésitaient pas en riposte à l'intervention de la police pour « libérer » quelques directeurs, à attaquer le commissariat de Longwy.

## L'ARROGANCE BAISSÉ D'UN TON A L'ELYSEE ET MATIGNON

On commençait, du côté de l'Élysée et de Matignon, à s'apitoyer sur le sort

des sidérurgistes et à être beaucoup moins arrogant envers « les porteurs de pancartes » que Barre avait pour habitude de traiter par le mépris. C'est que les travailleurs ne se contentaient plus de protestations dont les patrons n'ont en effet guère de crainte. La sous-préfecture de Briey était même occupée en Lorraine : c'est dire que les idées concernant le rôle de l'État étaient assez claires !

C'est alors que Barre dut passer à une autre étape : il invitait les syndicats à discuter tout en affirmant bien sûr que les licenciements ne se discutaient pas !

## BARRE MANOEUVRE, LES SIDÉRURGISTES RIPOSTENT !

Cette nouvelle manoeuvre ne réussit pas plus que les autres. La première occasion où tous les sidérurgistes étaient appelés ensemble à l'action, la journée du 16, était très largement suivie, et bien au delà des sidérurgistes dans les régions directement touchées. Et la deuxième phase de ces discussions n'était pas plus efficace que la première : au contraire, les sidérurgistes, au moment où se déroulaient les discussions, occupaient le relais de télévision de Longwy. Là encore, l'intervention de la police fut ordonnée au plus haut niveau.



Jusqu'à présent, les sidérurgistes ne se sont pas laissés détourner de leur lutte sur le terrain par les diverses manoeuvres. Ne doivent-ils pas rester sourds aussi aux sirènes du Parlement.

Le gouvernement Giscard-Barre ne pouvait tolérer que les ondes qu'ils utilisent habituellement pour le compte des patrons, pour déverser mensonges et calomnies contre les travailleurs servent à faire connaître leurs problèmes et leur lutte et à appeler la population à soutenir leur combat. Cette intervention policière était suivie d'une riposte magnificque de la population mobilisée en quelques heures.

Peu après, à Valenciennes, dans le Nord, la Chambre patronale était visitée par les sidérurgistes en colère. Ceyrac, le patron des patrons, condamnait ce qu'il appelait « d'intolérables violences ». Lui qui trouve tout

à fait tolérable de jeter des dizaines de milliers de travailleurs au chômage, il parlait de « concertation compromise ».

## LA DÉTERMINATION ET LA FERMÉTÉ PAYENT

Si nous rappelons, en ne les citant pas tous, tous ces épisodes de la lutte des sidérurgistes depuis le 12 décembre, c'est d'abord pour que l'on mesure bien la détermination, la fermeté et le courage de ces travailleurs. Le coup qu'ils ont reçu, coup frappant toute la classe ouvrière, ce défi du patronat, ils le relèvent ! Certes leur lutte est encore dispersée et malheureusement

bien trop circonscrite aux secteurs directement touchés.

Mais le déroulement même des étapes successives de la lutte montre que leurs ripostes ont marqué l'ennemi et semé le trouble dans ses rangs ! Ils sont sur la bonne voie ! Voilà qui justifie pleinement que nous multiplions les efforts pour élargir et développer la solidarité à leur égard ! D'autant que l'ennemi, lui, fait tout pour isoler ceux qui sont en première ligne, circonscrite le conflit à une ou deux villes, un ou deux points chauds, en essayant de faire passer ceux qui combattent, pour des « excités irresponsables » voire « provocateurs manipulés », etc.

Rappeler tous ces faits, c'est aussi comprendre le sens de la manoeuvre qu'on voit se développer maintenant : la session parlementaire extraordinaire réclamée par tous les partis de gauche et par le RPR.

Il s'agit toujours d'amener les travailleurs sur un autre terrain que celui de la lutte, de remplacer la bataille de classe par la « bataille au Parlement » : une toute autre bataille en effet, comme l'avait essayée le gouvernement avec la « bataille » autour du tapis vert. Là ce sont les discours, les arguments, les plans qui s'affrontent. Alors que les décisions sont prises ailleurs !

## UNE VIEILLE FICELLE : LE RECOURS AU PARLEMENT

Que l'on songe à Mai 68 : De Gaulle avait dissous le Parlement (le PCF avait alors été le premier à le

réclamer) ; le grand mouvement ainsi dévoyé sur le terrain électoral et parlementaire était venu s'éteindre au pied des urnes !

## LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Certes aujourd'hui aussi la classe ouvrière a à faire face à la politique d'ensemble anti-ouvrière et antipopulaire du gouvernement Giscard-Barre qui dirige l'État des monopoles français. Elle aspire à en finir avec une telle politique. Mais pour lui barrer la route, les travailleurs peuvent-ils compter sur des débats parlementaires, voire le changement de quelques ministres. Leur lutte consisterait-elle à « soutenir le combat parlementaire » des élus qui affirment les représenter ? Et la marche sur Paris qui se prépare aura-t-elle ce sens-là ?

C'est bien dans les entreprises que réside l'espoir, dans la masse des travailleurs et dans leur action dirigée contre le patronat et son gouvernement pour les contraindre par la force à revenir sur ses licenciements, sur sa politique de chômage et de misère ! Pour cela, il faut bien autre chose que des joutes oratoires au Parlement, ou de nouveaux ministres ! Comme il faut bien autre chose que de beaux plans bien argumentés à la table de négociations et des défilés de protestation !

Gilles CARPENTIER

Tours

## Après la grève de la faim, grève générale

**D**ANS notre édition du mercredi 28 février, nous avons parlé de la grève de la faim que trois vacataires de l'université de Tours avait entamée voici maintenant plus de quinze jours pour obtenir le statut d'assistant. Devant leur détermination et le soutien qui commençait à se créer autour de leur lutte, le Conseil de l'université et Boyer, maire de Tours, avaient promis un déblocage de la situation et donc la création de trois postes.

Cependant, Alice Saunier-Séité a fait savoir qu'elle était formellement contre la rémunération des vacataires au taux d'assistant, la garantie de réembauche et la création de nouveaux postes d'assistants. L'intersyndicale du personnel et des enseignants a alors déclenché la grève générale pour l'université de Tours.

Ericson

## Séquestration et piquet de grève



Les ouvriers d'Ericson n'ont pas apprécié de voir leurs revenus amputés de 500 à 1 000 F

**H**IER, jeudi après-midi, les travailleurs et travailleuses d'Ericson-Brest se sont engagés dans un conflit qui est parti de façon très dure. Au départ, ce sont les quinze ouvrières de l'atelier d'électronique qui se sont mises en grève lundi 26 février, contre le travail au rendement, l'augmentation des cadences dans ce secteur leur entraînant une perte de salaire de 500 à 1 000 F.

Jeudi, c'est la venue du directeur local et du directeur de production, Le Hénaff et Bertrant, qui a provoqué la réaction de tout le personnel. Les deux directeurs ont été bloqués, dès 10 heures, dans leur bureau, par les travailleurs

qui réclamaient en plus de la suppression du travail au rendement, la garantie de l'emploi, la non application du travail en 2X8 et la parité des salaires avec Thomson. De 300 à 400 travailleurs étaient en grève jeudi et ils ont bloqué un camion qui partait avec du matériel.

A 21 heures, 150 policiers sont venus libérer les directeurs et à une assemblée générale à la prise de poste, vendredi matin, la grève de tout le personnel a été votée.

Un fort piquet de grève continue de bloquer les camions et les grévistes qui sont autour de 80 % organisent des manifestations dans l'usine.

Le piquet va se maintenir ce week-end et une nouvelle assemblée générale est convoquée pour lundi matin.

Brest



Voilà des mois que les dirigeants du PCF mènent campagne contre l'unité européenne. Mais, vous demandez-vous, à quoi peut bien servir une telle campagne ? En tout cas l'URSS s'en réjouit fort et déjà félicite «chaudement PCF et RPR».

23e Congrès du PCF

# Les travailleurs détournés des véritables cibles de la lutte

L'URSS, «bilan globalement positif» ou «anti modèle»

**N**OUS avons vu hier comment le projet de résolution du 23e congrès, en présentant le capital monopoleur français comme simple sous-traitant du capital étranger — à savoir américain et allemand —, conduisait à détourner les travailleurs de la lutte pour en finir avec la domination du grand capital dans notre pays. Ce détournement s'effectue au profit d'une union des « patriotes » contre le « déclin de la France » dont le caractère de classe est on ne peut plus douteux. Mais il ne s'agit pas que de cela. La place accordée dans le projet de résolution aux « pays socialistes », la présentation

« Il existe en Union soviétique — et aussi dans d'autres pays socialistes — des problèmes dont l'importance tient, selon nous, au fait qu'il y a méconnaissance persistante de l'exigence démocratique universelle dont le socialisme est porteur ». La chose est dite avec infiniment de tact, il faut le reconnaître. La répression féroce dont sont victimes les travailleurs et les peuples d'URSS n'est que le reflet d'une ignorance qui dure concernant la démocratie. Dès lors, il n'y a pas de raison qu'avec un peu de bonne volonté, les choses ne puissent s'arranger. Toute l'analyse faite de l'URSS d'aujourd'hui est, dans le projet de résolution, de la même eau. Dès lors, il n'y a pas lieu de s'étonner que les dirigeants du PCF veuillent faire avaler la couleuvre du « bilan globalement positif » de l'URSS.

Pour donner malgré tout un parfum d'authenticité à pareille analyse, le projet relève que « la liberté ne

se divise pas et nous ne pouvons accepter que l'idéal communiste soit entaché par des actes injustes et injustifiés » (éternelle théorie de la bavure...). Mais, comme pour se dédouaner aux yeux des censeurs de Moscou de tant de hardiesse dans la critique, le projet précise aussitôt : « Nous voulons ainsi non pas combattre les pays socialistes, mais, au contraire, aider au progrès du socialisme ».

Plus loin, les dirigeants du PCF affirment sans sourcilier leur solidarité avec l'URSS « où se construit et se développe le socialisme, dans la lutte pour la paix, le désarmement, la coexistence pacifique, pour le respect du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

La Tchécoslovaquie, l'Erythrée, le Cambodge : il est à croire qu'ils n'en ont jamais entendu parlé, pas plus que de la course aux armements à laquelle on se livre à Moscou.

Au total, on retrouve

qui en est faite et les justifications apportées à la « nécessaire solidarité internationaliste » avec l'URSS, doivent retenir toute l'attention des travailleurs. En effet, bien plus nettement qu'au cours de la période écoulée depuis le 22e congrès, ce projet témoigne d'un nouvel alignement sur l'URSS de la part des dirigeants du PCF. Et cela à contre-courant de l'opinion de plus en plus nettement exprimée par de nombreux militants du PCF, selon laquelle l'URSS de Brejnev fournit de précieuses indications, justement, sur ce que le socialisme ne doit pas être.

dans le projet de résolution tout ce qui fait la pratique des dirigeants du PCF à l'égard de l'URSS : une solidarité sans faille avec toutes les initiatives expansionnistes de l'URSS et une discrétion remarquable concernant sa situation intérieure. Ce faisant, la ligne politique ici développée s'acharne à absoudre celui qui est devenu un des principaux ennemis des peuples : le social-impérialisme soviétique. Dévoiler la vigilance anti-impérialiste des travailleurs, voilà bien la deuxième fonction de cette ligne politique.

Bien sûr, on peut se poser la question de savoir pourquoi les dirigeants du PCF s'obstinent dans cette politique d'alignement sur l'URSS. Eh bien, le projet à sa façon fournit la réponse : « La voie démocratique au socialisme pour la France trouve dans l'évolution du rapport des forces internationales, dans les progrès de la détente et de la coexistence pacifique, l'un de ses fondements, l'une de ses cartes maîtresses. L'oublier

serait suicidaire » (souligner par nous).

Voilà donc ce qui fonderait la « nécessaire solidarité » avec l'URSS. Est-ce à dire que si l'accession au pouvoir des dirigeants du PCF peut s'opérer un jour de manière « pacifique », ce sera grâce à l'appui « internationaliste » des baïonnettes du Pacte de Varsovie ?

La première des responsabilités d'un parti révolutionnaire, c'est de définir correctement les cibles de la lutte révolutionnaire, les principaux ennemis que la classe ouvrière aura à affronter dans sa marche vers l'émancipation. En désignant les monopoles étrangers comme cible et en présentant l'ennemi social-impérialiste comme un ami, les dirigeants du PCF conduisent la classe ouvrière à se fourvoyer gravement. C'est avant tout de ce double point de vue qu'il convient aujourd'hui de dénoncer et combattre leur ligne politique.

Pierre MARCEAU

## Un ex-militant du PCF s'explique

# A bientôt, dans la lutte classe contre classe dit-il à ses camarades

**N**OUS publions ci-dessous la lettre de démission d'un militant du PCF de Paris (18e). C'est au cours d'une assemblée de remise de cartes, le 17 février, que ce militant communiqua aux camarades de sa cellule les motifs de sa démission. Bien entendu, les nombreux militants qui, au sein du PCF, se posent des questions ne sont pas prêts aujourd'hui à souscrire en bloc à une telle prise de position. C'est au terme d'une réflexion portant tant sur la ligne générale que sur la pratique du PCF que ce camarade a fini par prendre la difficile décision de quitter ce parti pour rejoindre ensuite les communistes marxistes-léninistes.

Camarades,

Je suis militant communiste depuis deux ans. L'année 1979 ne me verra pourtant pas reprendre ma carte au PCF. J'ai tenu à expliquer mes positions devant ceux qui furent mes camarades et qui, pour l'essentiel, demeurent mes frères de classe.

En tant que marxiste-léniniste, la critique fondamentale que j'adresse au PCF et tout particulièrement à sa direction concerne sa ligne politique (qui rejoint celle de l'URSS au plan international) : la ligne de « passage pacifique au socialisme ».

Sous l'angle de la théorie, je tiens cette ligne pour fautive, parce qu'étant en contradiction totale avec les thèses les plus fondamentales du marxisme-léninisme, émises entre autres par Marx, Engels, Lénine (Cf. Lénine « l'Etat et la Révolution »).

Ces thèses, loin de consacrer un dogme, constituent au contraire pour le prolétariat, une série d'indications précieuses, tirées de l'analyse scientifique des luttes populaires. Il s'en dégage un certain nombre de lois historiques concernant la prise du pouvoir par la classe ouvrière (nécessité de préparer dès maintenant la révolution prolétarienne...), lois dont pourtant le PCF dans ses orientations a depuis longtemps fait abstraction.

Sous l'angle de la pratique, je tiens cette ligne pour dangereuse, parce que n'étant pas basée sur une analyse scientifique de la situation de classe, en France comme dans le monde, elle place les travailleurs devant une série d'illusions qui ne peuvent les mener qu'à la défaite ou pire, au découragement.

Penser que la bourgeoisie puisse se laisser enlever le pouvoir par le seul biais d'un système électoral qu'elle a elle-même mis en place et soigneusement affiné dans le sens de ses intérêts, c'est sous-entendre aux travailleurs qu'il est inutile, voire néfaste, pour eux de mener dans les entreprises la lutte contre les patrons et d'élection « ratée » en élection « ratée » les pousser soit à l'écartement, soit à la révolte inorganisée. Une expérience de lutte sur le terrain, que j'ai vécue dans l'entreprise CARO-BRM, au cours de la campagne électorale, en dénudant les contradictions

entre « l'Union du peuple de France » et la lutte des classes, m'a pleinement convaincu sur ce point.

Parler à la classe ouvrière d'une idée aussi floue que celle de « l'Union du peuple de France », c'est la pousser à perdre conscience de son identité de classe, c'est tenter de l'inclure dans un amalgame aussi peu scientifique, aussi peu clair pour elle que, par conséquent, peu mobilisateur.

Accréditer la thèse suivant laquelle un pays tel que l'URSS, malgré ses appétits objectivement impérialistes (Cf. entre 1 000 autres cas, l'invasion du Kampuchea démocratique par Vietnam à sa solde interposé ou celle il y a onze ans de la Tchécoslovaquie) demeure un pays socialiste, c'est fausser la vision que peut avoir la classe ouvrière de la situation internationale du moment, c'est la priver d'une partie de l'analyse qu'elle doit tenir pour parvenir à ses fins.

En règle générale — car la liste détaillée de mes points de désaccords avec le PCF, depuis l'abandon de la dictature du prolétariat jusqu'à la non-application du centralisme-démocratique, voire la manipulation pure et simple de ses adhérents, serait beaucoup trop longue pour l'explication sommaire que se propose cette lettre — la ligne sciemment adoptée par le PCF revient à vider de son contenu l'idée même de socialisme, à introduire dans le marxisme une révision grave et dangereuse pour la classe ouvrière et la révolution socialiste.

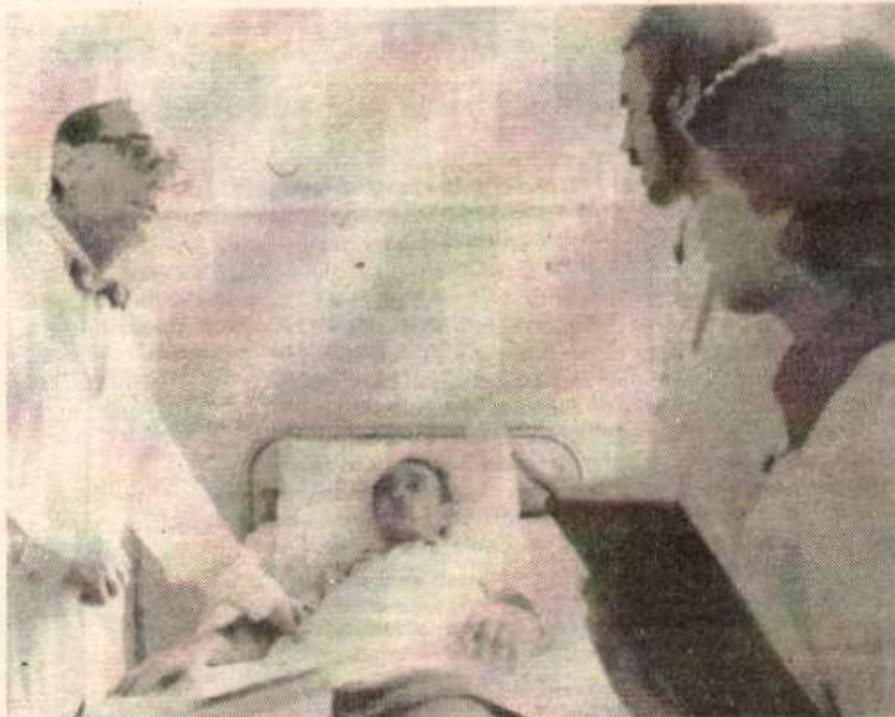
C'est pour cette raison essentielle que j'ai pris la décision de quitter le PCF. Les dirigeants de ce parti, auxquels, comme chacun de ses militants, j'avais accordé une totale confiance, m'ont trompé pendant deux ans. Ils ne me tromperont plus !

Bien sûr, il sera facile à certains de m'accuser d'anticommunisme (le mot est au goût du jour !). Eh bien, non ! C'est précisément parce que je suis et reste ardemment marxiste-léniniste que je quitte ce parti, qui n'a plus, lui, de communiste que le nom. Ce qui ne veut pas dire que j'arrête de militer, bien au contraire. A bientôt donc dans la lutte classe contre classe !

Vive le marxisme-léninisme et la révolution socialiste !

Vive réaction des étudiants en médecine

# Ils refusent la réforme Veil



Alors qu'on manque de médecins, la réforme Veil veut encore en diminuer le nombre.

**L**ES étudiants en médecine ont commencé à se mobiliser contre la réforme des études médicales. Depuis 1971, l'institution du concours de première année de médecine (numerus clausus) a ramené le nombre d'étudiants en deuxième année de 12 000 à 8 000 en 1978. Pour 1980, le gouvernement prévoit une diminution de 12 %, soit 6 000 étudiants. La réforme Veil vient renforcer cette sélection pour diminuer le nombre des généralistes sous prétexte de fabriquer des super-médecins.

La réforme Veil prévoit la refonte des études du troisième cycle. Désormais, les 6 000 étudiants qui arriveront en médecine en 6e année (DCEM 4) subiront le tri suivant :

— 2 200 à 2 700 pourront passer le concours d'internat national sur la base des notes qu'ils auront obtenues de la 3e à la 6e année (bachotage de quatre ans). Les 1 800 reçus par an

seront les seuls étudiants à devenir spécialistes en quatre ans. Actuellement, plus de 4 000 étudiants deviennent spécialistes chaque année par le système d'internat en CHU (centre hospitalier universitaire), accessible à tous les étudiants aux Certificats d'études spéciales (CES) pour les autres étudiants.

— Les 4 200 étudiants qui resteront, feront deux ans de « résidanat » pour devenir généralistes. Mais il n'y aurait que 7 300 stages formateurs, dont 25 % des résidents ne pourraient pas faire leur deuxième année.

Aujourd'hui, les étudiants non-internes font un an de stage interne pour devenir généralistes mais peuvent également faire des CES pour se spécialiser.

### MOINS DE MÉDECINS

Cette réforme vise à créer une catégorie de super-médecins (spécialistes) dont le nombre diminue et la qualification augmente « soi-disant ». Ils pourront faire payer à prix fort leurs consultations et donner les soins les plus chers (souvent les plus efficaces) « une bonne médecine pour les riches », en quelque sorte.

Il s'agit en fait surtout de diminuer le nombre de généralistes et donc la possibilité de soins réels de la population.

### LES ETUDIANTS CONTRE LA RÉFORME

Les étudiants en médecine ont déjà réagi ; ils ne veulent pas de cette réforme !

Une coordination parisienne composée de délégués élus dans neuf CHU sur douze s'est réunie le mercredi 21 et samedi 24 février. Une manifestation a eu lieu à Paris le vendredi 23, rassemblant plus de 2 000 étudiants.

Les syndicats MAS, UNEF (US), UNEF (ex-Renouveau) se sont élevés contre cette réforme. Le MAS et l'UNEF (US) se

### Liberté d'association

# La FEDO dissoute

**M**ARDI 27 février, le tribunal civil de Nancy a dissout la Fédération des Objecteurs. Sans partager bien sûr leurs idées, nous avons à cœur de nous élever contre une telle atteinte à la liberté du droit d'association. C'est pourquoi aussi nous publions ici leur déclaration.

« Le mardi 27 février, le tribunal civil de Nancy a dissout la Fédération des Objecteurs.

L'objet social de l'Association déclarée le 29 juin 1978 à la préfecture de Meurthe et Moselle et ce, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, était formulée de la façon suivante :

« L'association dite Fédération des objecteurs (désignée plus simplement Fédo) a pour but de représenter et de défendre les personnes qui désirent être ou qui sont objecteurs de conscience. Hier la Fédo qui s'organisait sur toute la France

avait obtenu le soutien de personnalités, d'associations, de mouvements, partis politiques, syndicats et d'églises.

Les pouvoirs publics peuvent-ils tolérer cette atteinte aux droits d'association alors que notre président de la République lance des appels à la concertation ?

La volonté des objecteurs est de rencontrer les pouvoirs publics afin d'obtenir la mise en place d'un autre service civil jugé par tout le monde comme indispensable. Actuellement la réponse à cette demande est la dissolution de la Fédo (...)

Les objecteurs pour un autre service civil demandent à toutes les organisations, associations, partis, syndicats et églises de s'élever contre cette atteinte aux droits d'association et de soutenir la Fédo lors de son procès en appel (...)

Objecteurs de conscience pour un autre service civil  
Fédération des objecteurs

sont prononcés pour « un soutien matériel à la coordination sans tentative de récupération du mouvement ».

Une délégation est allée voir M. Got (chargé des études médicales au ministère de la Santé) qui a répondu qu'aucun changement dans le contenu de la réforme ne pouvait être fait, alors que le texte précis de la loi n'a pas été publié. Il doit être présenté à l'Assemblée nationale au printemps.

Dans tous les CHU, en province comme à Paris, la mobilisation se fait. Les étudiants entrent en contact avec les syndicats de personnel hospitalier. Les syndicats d'enseignants tentent de populariser leur lutte auprès de tous les travailleurs sur la base du droit à la santé pour tous.

Un militant du PCML, étudiant en médecine au CHU Pitié-Salpêtrière.

### L'année de l'enfance en Corse

# Les lycéens manifestent pour la sécurité

**L**UNDI 12 février, une centaine de jeunes lycéens, de 12 à 17 ans, sont partis avec quelques parents d'élèves, à pied du Finosellu, situé à trois kilomètres de la préfecture d'Ajaccio pour protester contre le manque de sécurité déjà dénoncé depuis plusieurs jours par les enseignants, les parents et les élèves.

La manifestation a été bloquée plusieurs fois, d'abord au niveau de St-Jean afin que Simone Veil ne soit pas choquée par la colère des enfants (l'année de l'enfance commence bien !); ensuite au niveau de la gare, où les forces de l'ordre ont bousculé un parent d'élève, l'ont frappé, l'ont arrêté et mis dans le car de police, d'abord seul, ensuite avec son enfant. Devant les réactions hostiles des autres parents et enfants, ils ont été relâchés. C'est parce que cet homme est connu pour ses opinions politiques qu'il a été immédiatement arrêté et d'ail-

leurs comme on le lui a dit : « Vous êtes connu, vous êtes un autonomiste, vous ». « Où est la liberté d'expression individuelle ? » a-t-il demandé. C'est la première fois que des enfants, majoritairement (accompagnés de leur parents) ont spontanément manifesté contre le pouvoir.

### SÉCURITÉ AU FINO

Leur mot d'ordre était : « Sécurité au Fino ». En effet, les conditions de sécurité sont déplorables ; il y a des risques constants d'incendie et des possibilités d'évacuation réduites. Les élèves et les parents demandaient à être reçus par le préfet afin d'obtenir une réponse précise sur les travaux à effectuer au Finosellu. Cinq parents d'élèves ont été reçus et ont obtenu la réponse suivante : « Il n'y a pas de danger, nous avons fermé tous les robinets d'arrivée de gaz ; vous êtes libre d'en-

voyer ou non vos enfants en classe ».

Aucune contradiction dans les propos du préfet !!! La préfecture nie les dangers mais les prévient quand même, prenant les parents pour des imbéciles.

Les parents très lucides quant à la réponse du préfet, sont quand même décidés à poursuivre leur action dans la détermination et pensent que la manifestation doit être mieux organisée et plus massive : « La prochaine fois, il faut que les enfants soient mille et qu'il n'y ait pas de parents, pour que les forces de l'ordre ne s'attaquent pas à eux ».

Un parent d'élève « autonomiste » tabassé, un enfant arrêté, un préfet hypocrite, voilà la réalité du pouvoir en Corse.

Il est à noter que les enseignants ne participaient pas à la manifestation et les parents d'élèves auraient désiré leur solidarité sur le terrain.

Correspondant Ajaccio



En Corse, ce sont aussi les enfants qui se mettent à manifester contre le pouvoir.

Lorient - Brest

Entreprise générale de mécanique de l'Ouest

3e semaine de grève pour le pouvoir d'achat

**L'**ENTREPRISE générale de mécanique de l'Ouest, petite entreprise de mécanique travaillant en sous-traitance pour Renault, l'Arsenal, Thomson, etc. est depuis décembre 1977 en règlement judiciaire. Depuis cette période, le PDG, Brolec, refuse de rencontrer les représentants du personnel et de donner satisfaction à toute revendication. Devant cette intransigeance, le personnel s'est mis en grève le 13 février dans les deux usines de Brest et Lorient à l'appel de leurs sections syndicales CGT. Leur objectif : un calendrier pour le maintien du pouvoir d'achat en 1979 se basant sur l'indice INSEE.

Le lundi 26 février, il y a eu une rencontre entre les délégués, l'inspecteur du travail et le PDG. Ces réunions n'ayant rien donné, les ouvriers ont décidé de durcir l'action en commençant par occuper les bureaux de la direction de Brest (Finistère-Nord) durant deux heures, le lendemain. Dans le contexte actuel de liquidation économique du port de pêche de Lorient dans le Morbihan, la lutte du personnel de l'Entreprise générale de mécanique de l'Ouest (EGMO) avec leur section syndicale est juste et doit bénéficier de la solidarité active de tous.

Correspondant Port de pêche de Lorient



A Toulouse, Ali Abdou avait été torturé par des fascistes. A Colombes, un immigré a failli être tué. Que fait le gouvernement pour mettre fin à ce racisme qu'il condamne en paroles.

Colombes  
Un délégué du foyer SONACOTRA blessé par balles

**L**E dimanche 18 février à 19 h 30, un délégué du comité de résidents du foyer Sonacotra de Colombes (203 rue Colbert) a été agressé, à côté du magasin Suma, dans une petite rue, par deux individus qui ont voulu lui tirer une balle dans la tête. Il y a échappé en se défendant ce qui fait que la balle a frôlé sa tête en y laissant une blessure.

Cet acte est une agression raciste, perpétrée contre les travailleurs immigrés. Il rentre dans le cadre de la campagne actuelle orchestrée par Stoléro et la bourgeoisie qui utilisent le racisme comme arme de division et visent à créer un climat de terreur autour des ouvriers immigrés (refus massif de renouvellement des papiers, contrôle systématiques dans le métro, et ratonnades...).

Ceci s'ajoute à la répression et aux intimidations de la Sonacotra et de Stoléro qui cherchent à réprimer les immigrés qui sont en lutte dans les foyers Sonacotra, ADEF, AFRP...

Les résidents du foyer Sonacotra Nanterre-deux-tours sont convoqués le 1er mars au tribunal de grande instance de Nanterre sur plainte de la Sonacotra qui réclame des saisies-arrêts sur salaires et des expulsions. Le 6 mars au même tribunal ce sera au tour des résidents du foyer Colbert de Colombes.

Publicité E-100

## La Chine en construction

**D**EPUIS le début de l'année, la revue mensuelle *La Chine en Construction* a changé de format (elle a maintenant le même que celui de *Beijing Information*) et de présentation.

*La Chine en construction* se propose, à travers des articles diversifiés et abondamment illustrés, de faire connaître l'histoire de la Chine et les réalisations du peuple chinois.

De par la variété de ses articles, cette revue s'adresse à un large public et favorise la connaissance et la compréhension de l'édification socialiste de la Chine nouvelle.

Ainsi, dans les deux premiers numéros de 1979, le lecteur trouvera en dehors des rubriques régulières sur l'économie, l'histoire de la Chine ancienne, la vie culturelle... des articles consacrés à différents aspects de la vie quotidienne.

Le numéro de janvier présente le témoignage d'une jeune ouvrière sur

les relations entre jeunes gens et jeunes filles et la lutte contre la réminiscence des traditions dans l'amour et le mariage. Ce même numéro comporte une interview du président du Conseil chinois pour le développement du commerce international, qui apporte de précieuses indications sur le commerce extérieur de la Chine.

Le numéro de février, quant à lui, publie un document passionnant sur les événements de la place Tian'Anmen en avril 1976, qui ont suivi la mort du premier ministre Zhou Enlai. Les photographies des manifestations et les poèmes témoignent de l'estime du peuple chinois pour Zhou Enlai et de son opposition à la bande des Quatre.

Dans ce même numéro, une enquête nous fait découvrir la vie quotidienne des Houei, une des cinquante-quatre minorités nationales de la Chine. L'interview d'un spécialiste donne un aper-

çu des travaux effectués dans ce domaine par les médecins chinois.

Chaque mois, *La Chine en construction* permet à ses lecteurs de s'informer de façon vivante sur les différents aspects de la réalité chinoise.

**LA CHINE EN CONSTRUCTION**  
Mensuel. Abonnement un an : 19 F  
Autres périodiques chinois :  
*Beijing Information* - hebdomadaire. Abonnement un an : 40 F  
*La Chine* - mensuel ; abonnement un an : 24 F  
*Littérature chinoise* - mensuel abonnement un an : 24 F  
*Commerce extérieur de Chine* - bimestriel ; abonnement un an 27 F

Adressez vos demandes accompagnées du règlement à : E-100 - 24, rue Philippe de Girard - Paris 10e.

## BLOC-NOTES

LYON

Meeting anti-impérialiste

Le 3 mars de 15 heures à 23 heures.  
15 heures : Iran ; 17 heures : Érythrée ; 20 heures : Kampuchea ; 21 h 30 : Afrique-Antilles.  
Cette journée aura lieu au CCO, 39, rue Courteine, Métro Chartennes - 69 Villeurbanne.  
AEOM, AGEF (Gabon), ASEC (Comores), UEFS (Éthiopie), UNECA (Centre-Afrique), PCML, PCRml, UCJC.

MONTROUGE

Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Affiches chinoises à la MJC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises « *La Chine d'aujourd'hui* » vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

MONTREUIL

Bal de la solidarité

Organisé au profit des grévistes de l'UAP, vendredi 2 mars, à partir de 21 heures. Salle du Parc Montreuil. Métro mairie de Montreuil, puis bus 122. Arrêt Parc Montreuil.

FRANCE-CAMBODGE

Des lecteurs nous ont écrit après la publication du communiqué de l'Assemblée générale de France-Cambodge condamnant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique pour connaître l'adresse de cette association en vue d'y adhérer. C'est bien volontiers que nous la leur communiquons : Association France-Cambodge - 94, rue de Buzenval - 75020 Paris.

PARIS XVIIIe

Meeting de soutien au Kampuchea démocratique victime de l'invasion soviéto-vietnamienne.

Dimanche 4 mars à 17 heures - Salle St-Bruno, rue St-Bruno, en face de l'église St-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'Or (métro Barbès ou La Chapelle).

Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18e, et avec la présence d'un représentant du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

MEETING

Réunion-débat sur l'agression du Kampuchea démocratique (Cambodge) par les troupes vietnamiennes.

VENDREDI 2 MARS à 20 h 30

Salle Lucien Francois - Vitry  
(Angle rue de Choisy et rue Ernest Hervet)  
Métro mairie d'Ivry puis bus 182 (arrêt Victor Ruiz)

- Présence du Comité des patriotes du Kampuchea en France ;  
- Initiative soutenue par OCFml, PCML, PCRml.

Prenez contact avec le  
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne  
Commission paritaire N° 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 1er trimestre 1979

**TRAVAILLEUSES FAMILIALES**

Lundi 12 février, une centaine de personnes se rassemblaient devant le siège de la CAF à Marseille pour défendre leurs droits

**Une aide réelle et aussi un métier**



La CSF organise des réunions d'information sur les droits des familles, discute avec chacun.

**L**UNDI 12 février, une centaine de personnes se retrouvaient devant le siège de la caisse d'Allocations familiales des Bouches-du-Rhône à Marseille. Essentiellement des femmes venues protester contre les mesures de restrictions financières qui menacent, si elles se perpétuent, l'existence de l'Association d'aide familiale populaire (AAFP). Cette association est gérée de façon collective par un conseil d'administration ; son budget est alimenté en totalité par la CAF ; elle emploie 22 salariés dont 17 travailleuses familiales. Elle intervient sur les cités populaires des 13e et 14e arrondissements de Marseille. Aujourd'hui, la situation financière de cette association est critique (voir encart), et ce lundi, le conseil d'administration de la CAF devait précisément décider du financement pour 1979.

donner les efforts. Mais, bien vite, on se heurte à des difficultés importantes : les travailleuses familiales sont en nombre très nettement insuffisant (200 dans les Bouches-du-Rhône) ; on ne peut répondre qu'aux urgences et encore le travail est souvent inefficace, les aides ne se renouvellent que deux ou trois fois au plus.

**UNE AIDE RÉELLE ET UN DROIT**

Pour la prévention, c'est pratiquement zéro et pourtant, seule celle-là permet d'éviter le pire. Mais, en fait, est-ce vraiment une aide aux familles ? Pour tout le monde ici, c'est un droit que l'on veut préserver, le droit à la santé pour les mères de famille, pour les enfants, pour leur sécurité. Parfois, il suffirait de peu de choses, d'une aide morale, de quelques jours d'hospitalisation ou de repos pour repartir normalement.

Des femmes ici présentes, qui ont pu avoir l'aide d'une travailleuse familiale, témoignent de l'utilité indispensable de celle-ci dans des situations parfois dramatiques (sept enfants, une mauvaise santé, le père absent). Que se serait-il passé sans cette aide ?

C'est ce droit que chacun est venu défendre devant la CAF, c'est ce droit que les patrons de la CAF, présents là aussi, veulent remettre en cause ; c'est en fait la possibilité de faire et de bien faire ce travail que l'Etat voudrait voir disparaître pour raison d'économies. Mais combien coûte un enfant placé dans un foyer ? Combien coûtent à la société les drames familiaux qui, parfois, font la une des journaux à sensation.

**UN VRAI MÉTIER, UNE MINI-INFORMATION**

Le boulot de travailleuse familiale est difficile, les revendications sont nombreuses (repos supplémentaire, condition de travail, salaires). La formation y est aussi difficile, on débute au SMIC et on suit pendant quatre mois et demi des cours souvent très peu adaptés à la pratique réelle du métier (cuisine, ménage, etc.) La politique des centres de formation, c'est souvent : « Si vous n'en faites rien professionnellement, ça vous servira à vous-même ». Les stagiaires demandent une formation réelle qui tienne compte des vrais problèmes (immigration...). Par ailleurs, la chambre à payer est chère (300 F par mois), il faut aussi se payer les livres et l'examen ne donne droit à un certificat de diplôme qu'après un an de travail payé à 2 000 F par mois pour 40 heures par semaine.

C'est cela le métier de travailleuse familiale. Aujourd'hui, tout le monde s'unit pour défendre l'emploi, assurer l'efficacité du travail et exiger de la CAF une politique adaptée aux nécessités.

Au cours de ce rassemblement, nous avons interviewé des responsables de l'AAFP, un groupe de travailleuses familiales, organisées à la CGT, une jeune femme préparant une formation pour ce métier et des mères de famille, regroupées dans la CSF (Confédération syndicale des familles).

Quelle est la fonction d'une travailleuse familiale ? Est-ce vraiment une aide aux familles ? Quelle est leur formation ? Voici quelques questions sur lesquelles nous avons voulu nous informer.

Quelle est la fonction d'une travailleuse familiale ? Il s'agit essentiellement de seconder ou de remplacer la mère pendant une période variable pouvant aller jusqu'à cinq mois ou plus. Que se passe-t-il si une mère de famille tombe malade ? Comment éviter la perturbation qu'entraîne pour les enfants soit une rupture dans la scolarité, ou pire, le placement en foyer ? Dans une famille populaire, la maladie c'est la rupture inévitable de l'équilibre acquis si difficilement ; pas question pour le mari de quitter son boulot, à l'assurance, la paye est encore plus petite (six jours d'absence dans le mois, pour un homme, et souvent c'est la mise à la porte...)



Que se passe-t-il quand une mère de famille tombe malade ? Aider à la remplacer dans ses multiples tâches, c'est l'une des fonctions des travailleuses familiales

**DES TRAVAILLEUSES FAMILIALES : ON EN MANQUE**

Ces problèmes sont vécus quotidiennement par des milliers de familles populaires, cela est encore aggravé aujourd'hui par la crise et le chômage. Cela prend bien souvent une tournure dramatique, les grandes cités démolissent les familles, il n'y a plus de solidarité et tout cela est vécu dans l'isolement et porté principalement par les femmes. S'ajoutent à cela les problèmes humains et sociaux liés à l'immigration.

C'est là qu'intervient la travailleuse familiale : à l'AAFP, on travaille en liaison avec la CSF qui organise des réunions d'information sur les droits des familles, discute avec chacun, essaye de connaître les problèmes qui se posent, de coordonner les efforts.

**La politique de la CAF en matière de gestion**

Le conseil d'administration de la caisse d'Allocations familiales des Bouches-du-Rhône a voulu imposer à toutes les associations de travailleuses familiales un prix de revient plafonné, le prix de revient réel étant fonction du nombre d'heures effectuées par les travailleuses familiales dans les familles. Cela entraîne un déficit annuel à l'AAFP depuis 1977. Cette situation est intolérable ; les travailleuses et les familles de l'association mettent directement en cause le principe du plafonnement, elles demandent que la CAF tienne compte de leurs propres prévisions budgétaires comme auparavant, qu'elles en discutent ensemble et qu'ainsi soit fixé le prix de revient réel. L'association demande pour 1979 un prix de revient horaire de 50,62 F. La CAF n'en propose que 44,50 F (1). Or, toute modification budgétaire de l'association ne pourrait qu'entraîner une baisse de la qualité du service rendu par la remise en cause des avantages acquis des travailleuses familiales et une régression dans l'organisation du service. C'est pour cela que le conseil de l'AAFP a refusé de signer la nouvelle convention avec la CAF. Il est déterminé à lutter contre cette politique de financement qu'on veut lui imposer.

Prix de revient plafonné : régression des conditions de travail, des professionnelles moins disponibles, une baisse de l'efficacité et de la qualité du service.

(1) A noter que pour la CAF même qui emploie aussi des travailleuses familiales, le prix de revient était de 68,22 F en 1977. Aussi elle préfère « laisser mourir » son propre service et faire confiance au privé.